

# ADN - Journées d'études 2023

## Nucléaire et résilience, plénière (9 juillet 2023)

### Exposé de Thierry Ribault

Je crois beaucoup dans la puissance politique de la pensée. Venant ici, je vois une nouvelle convergence au niveau de la pensée que je n'avais pas vu. Si j'intitulais maintenant ma tentative d'intervention aujourd'hui ce serait « Nucléaire et Résilience et Coercition ». J'insiste sur le ET, ce sont bien ces choses-là, indéfectiblement liées. J'essaie de prendre un peu de distance. Je ne travaille pas seulement sur le nucléaire et ses dégâts, mais sur le techno-capitalisme et ses dégâts.

Deux mots sur moi : je suis chercheur au CNRS depuis 1994. J'ai travaillé au Japon pendant quatorze ans (sept ans dans les années 1990 et sept ans de 2007 à 2014). Mon deuxième séjour de travail a donc été bousculé par la catastrophe nucléaire de Fukushima le 11 mars 2011. J'ai travaillé sur des sujets qui n'avaient rien à voir avec le nucléaire, liés au monde du travail, à la précarité de l'emploi chez les jeunes et chez les femmes au Japon. J'ai travaillé aussi avant les années 2000 sur la jeunesse japonaise et sa manière de prendre des distances par rapport à la société de consommation et d'essayer d'inventer de nouvelles formes de « vivre ensemble », donc un travail beaucoup plus sociologique. Et l'accident m'a fait bifurquer, mais pas complètement, car les forces qui sont venues crier leur révolte et leur refus du nucléaire, ça a d'abord été principalement les jeunes ! Je vais donc parler du Japon, mais aussi de la France.

### Le Japon

Dans le premier livre<sup>1</sup>, en 2012, on a plutôt analysé les raisons historiques et abordé cette grande question de « Pourquoi le Japon, seul pays au monde à avoir reçu deux bombes atomiques, est-il devenu une des plus grandes puissances nucléaires du monde ? ». Car le Japon, avec 47 réacteurs, est un des pays qui a le plus grand parc nucléaire civil au monde. Pourquoi donc un tel engouement pour le nucléaire ?

On a répondu à cette question dans notre premier livre mais, ce qu'on avait pointé, c'était la manière dont les pouvoirs publics japonais géraient ou plutôt administraient le désastre (dans la double acception du mot administrer, au sens bureaucratique mais aussi médical, comme on administre un médicament au malade). On se rend compte que les désastres sont, en fin de compte, une solution aux désastres : on administre un désastre comme médicament pour un autre désastre.

Ce qui est ressorti tout de suite, et on l'a bien repéré, c'est la mobilisation dans le monde entier de la notion de « résilience » pour établir comment cette catastrophe devait être gérée. Elle a été mobilisée à plusieurs titres (d'abord par les pouvoirs publics japonais ; puis par les commentateurs, qu'ils soient de la sphère nucléocrate ou non) pour dire que les

---

<sup>1</sup> Thierry Ribault et Nadine Ribault, *Les Sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances, 2012.

Japonais, ayant vécu Hiroshima et Nagasaki, étaient capables de dépasser la catastrophe. Une fois de plus ils étaient mis à l'épreuve, mais ils seraient encore capables de la dépasser car ils étaient résilients. On a même dit que les Japonais étaient « génétiquement résilients ».

Après j'ai prolongé le travail sur la manière dont cette notion était mobilisée dans le cadre de la catastrophe de Fukushima. J'ai essayé de montrer que la manière dont cette notion était mobilisée dans le contexte de Fukushima serait désormais la manière dont elle serait mobilisée dans toutes les autres catastrophes quelles qu'elles soient et où qu'elles aient lieu, et malheureusement j'ai visé juste parce qu'il s'avère que cette notion est désormais mobilisée dans tout type de situation catastrophique, y compris pour cette fameuse catastrophe dite climatique ! (En France on a une « Loi climat et résilience », votée en 2021, et non pas une « Loi climat ».)

Mais revenons au Japon. Un an après la catastrophe de Fukushima les pouvoirs publics japonais vont mettre en place (et ça c'est une première !) un Ministère de la résilience nationale, cela veut dire qu'il y a un appareil bureaucratique spécifique dédié à la « résilience nationale ». C'est très important parce que ça signifie qu'on n'est pas du tout dans un effet de mode. La résilience est une notion politique ancienne, mobilisée à dessein et dans un but déterminé : éliminer toute velléité, toute légitimité à la colère qui pourrait naître dans des contextes de catastrophes ou de menaces. C'est ce que j'appelle une « technologie du consentement ». C'est une technique et une idéologie mobilisée à dessein afin d'amener chacun à consentir à la technologie et à la manière dont elle est gérée dans ces désastres. Très vite ce ministère va se donner deux objectifs : 1° un programme de décontamination ; 2° une politique de retour des populations évacuées.

Pourquoi donc cette notion de résilience a-t-elle été mobilisée ?

Parce que cet accident est un accident qui continue dans le temps, un accident avec des menaces majeures hors de contrôle :

- une seule piscine d'entreposage des combustibles vidée au bout de dix ans ; les deux autres qui contiennent 1 500 barres de combustibles sont encore suspendues dans l'air..., donc une menace permanente puisqu'on ne sait pas comment les vider. Il y a un calendrier à 10, 15, 20 ans sans cesse repoussé...

- la seconde menace majeure étant les cœurs en fusion des trois réacteurs (900 t de matières fissiles) qu'on arrose et dont on ne peut garantir la capacité de démantèlement... On a donc une émission permanente de nucléides, plus l'eau injectée là-dessus (les eaux souterraines passant en dessous étant aussi possiblement contaminées).

- Et troisième problème technique : l'eau contaminée stockée qu'on rejette dans l'océan avec, là aussi, des conséquences incontrôlées...

Au plan humain, 60 000 liquidateurs sont intervenus sur le site, plus 30 000 décontaminateurs dans le département pour décontaminer les forêts, les montagnes, et mettre tout ça dans des sacs géants (noirs, bleus ou verts). Mais, sachant que le Japon n'a toujours pas trouvé de lieu « temporaire » pour stocker tout cela, y compris les déchets de la centrale, on ne peut donc encore moins parler de stockage définitif.

On se trouve donc face à une non-maîtrise totale de la situation, ajoutée au fait qu'on a ce fameux bilan de la catastrophe, rappelé par Stéphane Lhomme hier, selon lequel il y a zéro mort.

Alors, pourquoi y-a-t-il zéro mort ? Il faut rappeler que, du côté des travailleurs, une grande partie n'avaient pas de dosimètre, ce n'est pas plus compliqué que cela ! De plus on les faisait tourner sans cesse, la plupart d'entre eux ne savaient pas où ils allaient, c'étaient des gens issus des castes inférieures ou des étrangers. Une fois qu'ils avaient travaillé quelques mois ils repartaient dans la nature, on n'a jamais su ce qu'ils avaient reçu comme doses, on ne pourra donc jamais établir de lien entre les maladies qu'ils pourront contracter et leur exposition...

Du côté de la population l'enquête sanitaire s'est focalisée principalement sur les cancers de la thyroïde, ce qui a produit un magnifique effet d'écran, donc une tromperie à double effet : il n'y a pratiquement rien eu sur les expositions internes liées à l'alimentation ; il n'y a rien eu non plus sur les départements limitrophes (10 millions de personnes / 2 millions dans le département d'Hiroshima). Sur les 380 000 personnes de moins de dix-huit ans examinées on a détecté 284 cancers de la thyroïde (taux vingt à trente fois supérieur au taux moyen avant la catastrophe), mais ces résultats ont été jugés officiellement non pertinents au regard du fait qu'il s'agissait d'une première enquête systématique, effectuée en outre à l'aide d'une technologie beaucoup plus performante... (le thermomètre crée la température !). Toutefois la catastrophe continue et les pouvoirs publics japonais se doivent de clore l'impossible comme on clôt une affaire criminelle.

Cette notion de résilience va se mettre au service de la clôture du dossier Fukushima à travers un volet décontamination (là c'est le cœur de la politique de résilience).

Pour les pouvoirs publics japonais, le programme de décontamination<sup>2</sup> ne se réfère pas à la décontamination dans le département par les décontamineurs (j'ai évoqué tout à l'heure le fait que 30 000 décontamineurs étaient intervenus dans le département pour nettoyer les forêts et les sols), mais, c'est là qu'est la subtilité, les vrais « décontamineurs » ce sont les gens. C'est très important car c'est la thèse que les gens doivent prendre part à la décontamination pour « évacuer leur peur » de la radioactivité ! D'ailleurs, le corps principal d'experts mobilisés dans le cadre de cette politique ce sont les psychiatres. Ils ont joué un rôle fondamental, plus que jamais. Là aussi c'est un basculement ! Les psychiatres ont toujours été présents, à Tchernobyl aussi, mais ils n'étaient pas « en tête de gondole ». A Fukushima c'est eux qui mènent l'affaire. A Tchernobyl, dans le monde nucléocrate il y avait une division, il y avait une lutte interne entre ceux qui disaient « il faut envoyer les psychiatres » et ceux qui disaient « Non, il faut être plutôt technique parce que, de toute façon, il n'y a pas d'effets de la radioactivité ». Mais il y avait la bande à Lochard qui disait : « Vous n'avez rien compris, il faut expliquer aux populations qu'il y en a quand même un peu, mais qu'on peut vivre avec ». Là, cette doctrine est devenue centrale et dominante, avec les mêmes gens : on retrouve le fameux Lochard et sa bande d'experts mobilisés auprès des pouvoirs publics japonais dans le contexte de la catastrophe de Fukushima.

L'administration des désastres ne peut se faire sans l'administration des sentiments générés par le désastre. Là aussi c'est une leçon de Fukushima ! On ne peut plus se contenter de gérer techniquement, il faut gérer les psychés.

Shinichi Niwa, responsable du volet psychiatrique de l'Enquête de gestion sanitaire de la population et chargé de mettre en œuvre la politique de résilience sur le terrain, dit que « les gens peuvent se sentir en sécurité lorsqu'ils exécutent eux-mêmes les travaux de décontamination plutôt que de les laisser faire par d'autres ». Cela explique de manière

---

<sup>2</sup> Terme impropre car il n'y a pas de décontamination de la radioactivité mais uniquement de la délocalisation.

simple ce qu'est une politique de résilience dans un contexte de catastrophe, il s'agit de fabriquer du consentement en transformant une menace externe en motivation interne. Cet état de désespoir dans lequel pourrait vous plonger le fait d'être exposé à une menace fatale doit être transformé en positivation et en joie de participer à la gestion de cette menace, et de prendre part corps et âme à la lutte, au sens de l'accommodation à cette menace. Il dit encore, ce grand chef psychiatre: « Il est très important, pour calmer la peur, d'être exposé aux radiations ». On voit là qu'on est dans une inversion logique assez intéressante : avec la résilience il s'agit de faire de la maladie un symptôme de la guérison. C'est assez tordu ! Je ne peux pas ne pas citer non plus (ça peut paraître caricatural mais la réalité est beaucoup plus caricaturale que ce qu'on pense, moins subtile !) le fameux professeur

On se souvient aussi du fameux professeur Shunichi Yamashita, professeur à l'université de Nagasaki, membre de l'Institut de recherche sur la bombe atomique<sup>3</sup> et conseiller chargé de la gestion du risque sanitaire lié à la radioactivité dans la préfecture de Fukushima. Il dit (c'est un médecin) : « A Fukushima il y a une épidémie de peur et non pas une épidémie de cancer. » Il dit encore : « A Fukushima c'est la peur qui tue ! » et il dit, plus finement : « Les effets des radiations n'atteignent pas les gens heureux et rieurs. Elles touchent les gens à l'esprit mesquin, qui ruminent et se font du mauvais sang. » Au XII<sup>e</sup> siècle, je le rappelle souvent, quand il y avait des épidémies de peste, il y avait des gens qui disaient « la meilleure façon de faire face à la peste c'est de surtout ne pas avoir d'inquiétude »... là c'est une prophylaxie proposée par Yamashita au XXI<sup>e</sup> siècle, vous voyez, ça patine dur dans le domaine scientifique ! Il dit encore : « Le stress met à bas les défenses immunitaires, il peut donc provoquer des cancers et des pathologies cancéreuses, c'est pourquoi j'ai recommandé aux gens de se relaxer. » Ça c'est donc le volet décontamination, je propose d'arrêter là pour le Japon car je veux prendre quelque temps pour aborder la situation en France par rapport à cette notion de résilience.

## La France

Je me doutais que la politique japonaise de résilience nationale allait laisser des traces, j'avais bien compris que c'était une heuristique qui nous permettait de comprendre comment les catastrophes seraient gérées désormais, mais je ne pensais pas que ça allait se faire aussi vite !

J'en ai pour preuve : en juin 2021 une commission parlementaire française a été créée, intitulée « Mission parlementaire sur la résilience nationale<sup>4</sup> ». Les travaux de cette commission n'ont pas été tenus secrets mais ils se sont déroulés dans l'indifférence totale, alors que pour moi ils sont assez cruciaux car ils dessinent la mise en place d'une structure de pilotage en matière de résilience qui ressemble comme deux gouttes d'eau au Ministère japonais de la résilience nationale. Les travaux de cette commission se sont achevés le 23 février 2022, donc quelques jours avant l'entrée en guerre de la Russie en Ukraine. Et ce qui

---

<sup>3</sup> Atomic Bomb Disease Institute, Nagasaki University, cet institut qui n'a jamais soigné les gens mais qui a utilisé les échantillons et les humains comme cobayes pour comprendre, avec l'aide des financements américains, quels pouvaient être les effets des radiations sur les humains.

<sup>4</sup> Les gens de cette mission m'ont auditionné (toujours la légitimité démocratique !). Sur cent personnes auditionnées nous étions une quinzaine d'universitaires et de chercheurs (les autres étant plutôt des « adaptologues »), le restant étant composé de militaires et de gens du renseignement. Le rapport est consultable sur [https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/l15b5119\\_rapport-information#](https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/15/rapports/resinat/l15b5119_rapport-information#)

est intéressant c'est que je vois dans ce rapport trois points de convergence avec la politique de résilience nationale menée au Japon après la catastrophe de Fukushima.

1<sup>er</sup> point de convergence avec le Japon : l'objectif central est de fataliser les désastres pour ne pas avoir à s'attaquer aux causes. Cf. les deux exemples donnés par les parlementaires, faisant état du fait que nous sommes dans un monde en guerre, placé en permanence sous des menaces de toutes parts, que ce soit la crise climatique, la menace cyber, la guerre des « mini-satellites en orbite basse » indispensables au déploiement de la 5G, les « épidémies de maladies infectieuses », les pannes de services d'informatique, Internet, les « tentatives de déstabilisation par la désinformation », etc.

Bref, une liste énorme ! Parmi celles-ci, la « fréquence des épidémies »... A ce propos les pouvoirs publics français font un bilan et disent qu'il est fort possible que l'élevage intensif et l'industrialisation échevelée soit à l'origine de la fréquence des épidémies. Ils font donc des progrès, ils avancent sur le diagnostic, mais la seule solution qu'ils proposent est une solution de type résilience. Ils écrivent : « Face à la fréquence des épidémies il faut développer les outils biosécuritaires. » Ça veut dire : les confinements des hommes et des bêtes ; les vaccinations des hommes et des bêtes et la destruction des cheptels ! Alors qu'on sait très bien que toutes ces solutions sont en fait au service de la ferme industrielle et que sans ces outils biosécuritaires on n'aurait pas la ferme industrielle ! Donc il n'y a aucune volonté de questionner la cause des épidémies, qu'ils identifient pourtant par ailleurs ! Plus intéressant encore, il y a la question nucléaire, qui est évoquée dans le rapport. Le dérèglement climatique est bien sûr au cœur de ce rapport. L'État français est totalement acquis aux thèses effondristes. Selon les pouvoirs publics français il y a un dérèglement climatique, mais c'est l'énergie nucléaire qu'ils proposent comme réponse fondamentale au changement climatique. C'est une vieille histoire, depuis que le nucléaire existe il est invoqué comme réponse au changement climatique (déjà dans les années 1970). Ce qui est plus récent c'est que les parlementaires français mobilisent cette solution tout en disant qu'en fait pourtant le nucléaire comporte « inévitablement des risques industriels, sanitaires et environnementaux » et de plus le nucléaire s'accompagne selon eux « d'exigences supplémentaires de prévention des accidents et de résilience en cas de survenue de ces derniers ». On est donc dans un effet « Vache qui rit » (les universitaires diraient plus savamment : « un effet de substitution des fatalités ») ! Les pouvoirs publics sont de grands experts en effets de substitution des fatalités, mais ils ne proposent aucune réponse d'attaque des causes qui arrivent. Résilier ça veut toujours dire gouverner dans la fatalité des désastres et c'est en cela que les pouvoirs publics sont effondristes sans jamais se demander si l'adaptation est adaptée ! C'est ça le problème !

Vous avez vu, ces temps-ci, tous les médias sont mobilisés sur cette notion d'adaptation (*Le Monde* fait des séries, « + 4°C en 2100 »... Quelques personnes s'interrogent, Jean-Baptiste Fressoz a fait paraître une tribune dans *Le Monde* qui rappelle que depuis les années 1970 on nous berce avec cette notion d'adaptation, Thatcher, tous les grands néolibéraux des années 1980... On nous ressort la même recette, qu'en fait le changement climatique on allait s'y adapter, alors qu'on avait cru comprendre qu'il y avait eu un basculement de la prise de conscience d'une certaine gravité, d'une certaine urgence... On est vraiment, là encore, dans quelque chose qui patine !

2<sup>e</sup> point de convergence : rendre le désastre subjectif. De même qu'au Japon il s'est agi de demander aux gens de prendre part à la décontamination, dans le rapport parlementaire français il y a une incitation à devenir des partenaires, des cogestionnaires du désastre, mais cette subjectivation du désastre est poussée au point de faire l'éloge du sacrifice. Je cite par exemple : « Des centaines d'exemples d'héroïsme civil et militaire montrent la résistance collective des peuples face aux épreuves – famines, invasions, exils – qu'ils traversent, illustrant que les membres d'une société humaine peuvent être habités par un sentiment ou des idéaux qui leur paraissent plus élevés que leur propre vie. » C'est mobilisation nationale ! Un peu plus loin : « La crise du covid a prouvé que des milliers de citoyens étaient prêts à s'engager, y compris en prenant des risques. » Il est vrai que pour les précepteurs de la résilience il n'y a jamais de souffrance en vain, la souffrance sert toujours à quelque chose. D'ailleurs, un peu plus loin, voilà ce qu'ils nous proposent : il faut évaluer les « effectifs directement mobilisables pour contribuer à la résilience nationale, c'est-à-dire des hommes et des femmes susceptibles d'intervenir en première ligne en cas de crise grave ». Là on voit bien le propos, on n'a plus d'armée de réserve, alors si on a une catastrophe nucléaire il va falloir se retrousser les manches et aller faire ce que les décontamineurs et les liquidateurs sont allés faire au Japon il y a dix ans.

Parmi les 51 mesures proposées il y en a 3 que je cite : la généralisation du service national universel (SNU), c'est un des outils centraux de la mobilisation nationale ; le port de l'uniforme dans les écoles, ça c'est pour préparer au SNU ; et la création d'une Journée nationale de la résilience, ce qui est complètement acté – le 13 octobre dernier c'était la première de ces journées, inaugurée à Rouen sur le site de Lubrizol. Voilà aussi ce que nous disent les parlementaires un peu plus loin sur la nécessité de mettre en relief le courage des populations : « Chez de nombreux jeunes et moins jeunes, l'abondance inhérente à la société de consommation a fait oublier la possibilité du manque matériel, l'habitude du confort a fait perdre l'aptitude à la rusticité » aboutissant à « une société qui assimile moins le risque et le danger, et perd en résilience face à l'adversité ». Les choses sont assez claires : il faut enfin que nous passions le cap de la surhumanité parce que nous ne sommes pas prêts à faire face à tous les défis auxquels nous aurons à devoir faire face ; nous restons encore des sous-hommes et des sous-femmes et nous devons nous tenir prêts à nous faire crucifier dans l'espace canonique de la résilience, qui est sans cesse en expansion. Et on voit bien que la résilience nationale cache à peine ses ambitions de devenir une « nationale résilience ». Je n'étais pas du genre à être alarmiste là-dessus, mais je crois que depuis quelque temps on marche vers une « nationale résilience », vers quelque chose qui se durcit amplement. Je ne le dis pas pour faire des mots à la mode. J'en suis effaré moi-même ! Il faut réagir, ça pose vraiment problème.

Sur l'éloge du sacrifice je ne peux pas ne pas citer Sébastien Lecornu, ministre des Armées, qui disait le 24 septembre dernier à *Ouest-France* : « La leçon de l'Ukraine, c'est que c'est un peuple résilient. C'est autre chose qu'une facture de chauffage. Le don qu'ils font, c'est celui de leurs fils », ça parle de soi !

Je termine sur le 3<sup>e</sup> et dernier point de convergence : le gouvernement par la peur de la peur, j'appelle ça aussi « émotionnalisme », « racisme des émotions », c'est-à-dire l'art et la manière de construire des typologies en matière d'émotions et de classer d'un côté les bonnes et de l'autre les mauvaises. L'administration des sentiments est devenue un élément-clé dans la gestion des catastrophes. Alors, parmi les émotions positives qu'il faut

mettre en avant, particulièrement en situation de catastrophe, c'est l'espoir, « il faut garder l'espoir », dans une zone contaminée c'est ce qu'il y a de plus important. Et puis le bonheur, le « sentiment du bonheur », la « responsabilité (très important !), l'anticipation, l'adaptation, l'aspiration à l'avenir, surtout lorsqu'il n'y a plus d'avenir c'est très important ! Il faut être « solidaire ». Je cite souvent cet exemple de mamans à Fukushima que l'on voit sur des documentaires... (Il y a quelque temps c'était très houleux les discussions là-dessus, mais maintenant les gens ont compris qu'il y a une entourloupe dans la « gestion citoyenne », j'espère !) Donc on voit des mamans qui emmènent leurs enfants à l'école et, sur leur chemin – elles ont des radiomètres – elles rencontrent des points chauds, elles changent de trottoir (parce que les enfants, tout de même, on ne veut pas les exposer !) et en revenant, entre mamans, elles prennent la petite pelle, elles recueillent ce point chaud, elles ramassent cela, le mettent sous plastique, elles mettent le sac plastique à l'entrée du village et tout le monde est content... Non, mais on a participé, on a cogéré, et puis demain, si on rencontre un autre point chaud on regrattera... Alors, pas de méprise, je n'ai jamais blâmé les victimes, moi-même j'ai participé à des choses complètement ridicules dans le contexte de Fukushima. Mais on ne peut pas faire passer cela comme de la véritable gestion du désastre ! C'est de la survie dans le désastre, ce n'est pas vivre ! La solidarité de ce type-là c'est positiver au maximum.

Il y a des émotions négatives qu'il faut mettre sous le tapis : la fougue, le tempérament fougueux, l'irritation, le ressentiment (le problème c'est que ça peut vous amener à être complotiste et à basculer vers l'extrême droite, je ne vous le conseille pas !), la colère (très mauvais, elle peut vous amener à être très violent) et puis l'inquiétude (là c'est pareil ça peut vous générer des cancers), l'effroi, le stress, l'affliction, c'est un peu des choses de mauviette... D'ailleurs, il y avait tout une idéologie sur le fait que les garçons ne devaient pas pleurer, on avait bien compris, déjà à cette époque-là, que la gestion des sentiments était quelque chose de fondamental ! A Fukushima le mot pour qualifier les mamans inquiètes qui ont fui les zones contaminées c'est des « mamans irradiées de la cervelle » ! Ce sont des formules qui ont circulé sur les réseaux sociaux, pas mal infectés par les réseaux pro-nucléaires.

Donc la peur est une maladie dans le contexte des catastrophes, on considère qu'elle n'a pas lieu d'être puisqu'elle renvoie à une impréparation psychologique de la part du sujet. Dans le monde de la résilience la catastrophe n'a plus d'existence objective, la résilience fait partie de ces notions postmodernes qui suppriment l'objectivité des choses et renvoient tout à la subjectivité. La catastrophe n'est plus un moment dans l'histoire de la société industrielle, c'est un accident qui arrive dans votre petite histoire personnelle et avec lequel vous allez devoir traverser l'épreuve. L'accident devient un problème subjectif et un problème psychologique à gérer avec vous-même, auquel il va falloir se préparer. Plus concrètement, dans le rapport parlementaire, je cite : « nous avons tous le devoir de faire prendre conscience à nos concitoyens que le monde qui les entoure est un monde violent et qu'ils vont être rattrapés par cette violence très rapidement, quoi qu'il arrive ». Donc là c'est le chapitre qu'on connaît, comme le covid, il faut avoir peur ! Et une fois qu'on a tous peur, qu'on a semé la panique, voilà ce que nous disent les mêmes rapporteurs un paragraphe plus loin : « Il faudrait éviter que s'immisce au sein de [la population des jeunes] une peur du futur. [...] Si ce futur est perçu comme hostile, comme menaçant, cela devient très problématique. » La « propension à l'anxiété et à la frustration des générations actuelles est une tendance préoccupante, qui tend à réduire notre capacité de résilience collective dans une situation de crise grave ».

D'un côté on nous dit : « Ayez peur ! » et de l'autre « N'ayez pas peur ! ».

Quand je parle d'un gouvernement de la peur de la peur je ne dis pas que le gouvernement exclue un gouvernement par la peur. En fait le gouvernement de la peur de la peur et le gouvernement par la peur sont des frères jumeaux qu'on fait travailler ensemble et surtout simultanément, c'est-à-dire que les esprits doivent, simultanément, avoir peur et ne pas avoir peur. C'est la sidération, la disjonction, la dissonance totale à laquelle on nous invite ! En juin 2021, on a entendu le numéro deux de l'OMS dire : « On n'en finira pas avec le covid-19 mais il va falloir éradiquer la peur du covid-19 ». C'est tout autant le covid-19 que la peur du covid-19 qui inquiète les autorités. Là c'est pareil, dans le rapport parlementaire français on demande aux Français de cogérer le désastre avec des bouts de ficelle afin qu'ils se calment : le « rapporteur estime qu'il est indispensable qu'en France, les populations soient davantage conscientes des risques mais aussi plus systématiquement impliquées dans la stratégie de prévention, qu'elles soient mises dans la position d'acteurs plutôt que de consommateurs, comme lorsque nous avons été incités à fabriquer nous-mêmes des masques sanitaires, dans l'attente de l'arrivée des livraisons attendues. Cette implication pourra, en retour, réduire le sentiment d'anxiété voire d'angoisse éprouvé. » On voit bien qu'on est dans une préparation à la catastrophe qui passe par un apprentissage de l'oubli de la peur. Il faut que nous apprenions à nous mettre à l'abri de la peur et les pouvoirs publics vont de plus en plus nous proposer de nous mettre à l'abri de cette peur.

Et pourquoi le font-ils ? Parce qu'en fait c'est une liberté d'avoir peur ! Et cette liberté, on pousse le bouchon maintenant pour aller jusqu'à nous en priver (et là on n'est pas dans la paranoïa, juste dans l'observation des faits). Cette liberté d'avoir peur elle renvoie à la capacité que nous avons d'éprouver une peur qui serait à la mesure du danger qui pèse sur nous – c'est-à-dire de ressentir l'angoisse que nous devrions ressentir si nous voulons vraiment, comme le dit Günther Anders, « être libéré de ce prétendu droit à être à l'abri de la peur et avoir peur afin d'être libre ».

Je ne dis pas que la peur n'amène que de la liberté, mais la peur amène aussi de la liberté. On est dans un monde faux où les menaces sont permanentes : les menaces nucléaires on les voit bien, les menaces liées au changement climatique sont bien identifiées – même si beaucoup de gens les sous-estiment et que d'autres les surestiment à dessein pour mettre en place un capitalisme vert –, mais il y a objectivement des menaces et la peur contribue à la prise de conscience qu'on est dans un monde qui nous menace. Si on n'a plus cette conscience, cette peur, on ne peut plus avoir la colère, donc la possibilité de se révolter par rapport à cette situation qui nous menace.

A travers la politique de la peur de la peur, les pouvoirs publics s'attaquent au niveau des psychés, à un des rouages de ce qui peut nous amener à nous révolter ou à refuser tout simplement la situation et le monde dans lequel on est. C'est en cela qu'il est important de démanteler cette notion de résilience et ses conséquences politiques.

J'ai parlé de technologie du consentement concernant la résilience, mais je n'ai pas dit du consentement à quoi et je voudrais conclure là-dessus.

En fait c'est une technologie, comme je l'ai dit, parce que c'est une idéologie et une technique – ce n'est pas la seule, il y en a d'autres. Elle nous amène à consentir à quoi ? On le voit bien dans le contexte de Fukushima par exemple, mais ça pourrait être dans un autre contexte. Elle nous amène à consentir à la technologie elle-même, car il s'est bien agi d'amener les Japonais, qui étaient à 90 % contre le nucléaire à consentir... le gouvernement japonais avait décidé d'arrêter le nucléaire et puis quelques semaines après un nouveau



gouvernement est arrivé et a décidé de continuer, voire de prolonger le nucléaire. La politique de résilience a bien servi à retourner l'opinion publique, non pas qu'il fût nécessaire d'avoir l'avis de cette opinion, mais tout de même, le Japon est une démocratie et il valait mieux respecter les apparences. La politique de résilience a servi à faire consentir à la technologie nucléaire bien qu'on ait été juste après une catastrophe nucléaire et à faire consentir aux nuisances !

Consentir à la technologie c'est aussi consentir à la technologie vaccinale bien sûr, c'est pareil, on a vu le même procédé. Je ne rentre pas dans les histoires « antivax », ça ne m'intéresse pas, mais ce qui est intéressant, on l'a bien vu, c'est la mise en place d'une opération de résilience nationale (mars 2020) : on a fait consentir chacun à la technologie vaccinale et aussi aux technologies de surveillance !

Consentir aux nuisances, c'est-à-dire rendre nécessaire le fait de devoir vivre avec le désastre. C'est même devenu une espèce de joie : participer, devenir acteur par la cogestion des désastres qui finalement déresponsabilise les responsables et responsabilise les victimes... A Fukushima c'est exactement cela, c'est l'art et la manière de rendre les victimes coupables de ce qui leur arrive. En subjectivant la catastrophe, il s'agit bien de braquer le faisceau de la responsabilité sur chacun d'entre nous et non sur les véritables responsables. Il s'agit encore de consentir à l'ignorance, notamment en désapprenant à être affecté de ce qui nous touche au plus profond de nous (par exemple la santé), en apprenant par exemple à Fukushima aux gens à vivre avec la radioactivité, et nous aussi avec le covid on a appris à ne pas être affectés par le fait de consentir à un certain nombre de privations de liberté. Enfin il s'agit de consentir à l'entraînement, à l'apprentissage, à l'expérimentation de nouvelles conditions de survie, vers un entraînement permanent à la catastrophe, le mot d'ordre est : « Ramez, vous survivrez ! »

## QUELQUES RÉFÉRENCES

2012 (avec Nadine Ribault) *Les Sanctuaires de l'abîme – Chronique du désastre de Fukushima*, Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.

2014 (avec Alain Saulière) film *Gambarô (Courage !)*, documentaire, 0 h 50 (les témoignages de Japonaises et de Japonais sur la façon dont ils ont vécu la catastrophe de Fukushima et sur comment ils se positionnent face au nucléaire).

2021 *Contre la résilience - À Fukushima et ailleurs*, Éditions de l'Échappée

2021 « Bonnes feuilles », Publication des bonnes feuilles de *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs* sur le site de *Lundimatin*, 11 mars 2021 : <https://lundi.am/Contre-la-resilience-A-Fukushima-et-ailleurs>

2021 « La résilience est la nouvelle religion d'État », Entretien sur le site de *Sciences Critiques*, 14 juillet 2021 : <https://sciences-critiques.fr/thierry-ribault-%E2%80%89la-resilience-est-la-nouvelle-religion-detat%E2%80%89/>

2022 « La résilience selon Macron : gérer la catastrophe au lieu de lutter contre », *Reporterre*, 20 avril 2022 : <https://reporterre.net/La-resilience-selon-Macron-gerer-la-catastrophe-au-lieu-de-lutter-contre>

« La résilience : une technologie du consentement ? », *Responsabilité & Environnement*, Annales des Mines, juillet 2022 : <https://www.annales.org/re/2022/re107/2022-07-06.pdf>

2022 « "Journée nationale de la résilience" : vers un survivalisme d'État ou comment les pouvoirs publics nous préparent aux désastres sans même chercher à les empêcher », *Lundi matin*, 11 octobre 2022 : <https://lundi.am/Journee-nationale-de-la-resilience-vers-un-survivalisme-d-Etat>